

# L'« Etat Islamique » : aux origines de la barbarie - Retour sur l'histoire de l'Irak

vendredi 21 novembre 2014, par [CEZARD Yann](#) (Date de rédaction antérieure : 1er novembre 2014).

**La percée soudaine de l'« Etat Islamique » (EI) en Irak et en Syrie, la barbarie invraisemblable de cette armée intégriste ont plongé le monde dans la stupéfaction. Il est pourtant urgent de dépasser la sidération, qui mène souvent au ralliement empressé aux nouvelles expéditions militaires de l'impérialisme occidental, ou à la croyante raciste et néocoloniale d'un « choc des civilisations », d'une barbarie par essence de l'Orient compliqué...**

## Sommaire

- [1920 : la création](#)
- [1968 : le triomphe du Baas \(...\)](#)
- [1980 : guerre du Golfe I](#)
- [1991 : guerre du Golfe II](#)
- [2003 : guerre du Golfe III](#)
- [L'Etat rêvé des Américains](#)
- [La résistance et le chaos](#)
- [Les zigzags de la politique](#)
- [2011 : le départ raté des \(...\)](#)
- [2014 : le surgissement de l'EI](#)

Il est donc urgent de se souvenir de ce qu'a été jusqu'à maintenant l'histoire de l'Irak, où est né l'EI. Une histoire tissée tout à la fois par les forces réactionnaires de la région et les interventions constantes des grandes puissances. De l'EI, on pourrait dire ce que Pierre-Jean Luizard avait écrit, en 2003, dans son livre *La Question Irakienne*, à propos de Saddam Hussein : « *Il n'est ni un extraterrestre ni le diable. Il est le produit d'une société et d'une histoire.* »

## 1920 : la création

L'Irak a été créé par les Britanniques en 1920. A l'issue de la Première Guerre mondiale, Français et Anglais se sont partagés les dépouilles de l'empire ottoman. Les Anglais ont fusionné les trois provinces de Mésopotamie en un royaume d'Irak qu'ils ont offert à l'émir Faysal. Pour établir leur domination, ils durent écraser dans le sang une insurrection armée anticoloniale dirigée par des dignitaires chiites et une révolte kurde. Des millions de Kurdes (séparés de ceux de Syrie, d'Iran et de Turquie) et les Arabes chiites réprimés furent ainsi enfermés, avec des Arabes sunnites, dans des frontières artificielles (la population irakienne est composée aujourd'hui d'environ 54 % d'Arabes chiites, 22 % d'Arabes sunnites et 23 % de Kurdes, ainsi que quelques minorités, chrétienne par exemple). Cet Etat colonial, placé sous la coupe d'officiers issus des grandes familles sunnites du pays, était un véritable « Etat anglo-sunnite ». Le gouvernement anglais, contrôlant bases militaires et pétrole, usait ainsi d'une vieille ficelle impériale : diviser pour régner, et déléguer partiellement la

gestion de son protectorat aux chefs d'une communauté minoritaire, dépendante de sa protection pour maintenir ses privilèges.

La proclamation de l'indépendance en 1932 ne changea pas grand-chose. Il fallut attendre 1958 pour qu'un coup d'Etat militaire renverse la monarchie. Le nouveau régime lança quelques réformes « progressistes » et secoua la tutelle anglaise. Mais en réalité l'Irak ne cessa d'être un Etat anglo-sunnite que pour devenir un Etat (arabe) sunnite tout court, au service des cliques dirigeantes de cette communauté.

## **1968 : le triomphe du Baas et du pétrole**

En juillet 1968, le parti nationaliste arabe Baas, dont Saddam Hussein allait devenir « l'homme fort », prit le pouvoir et liquida peu à peu tous ses opposants. Pour conquérir une légitimité, il nationalisa en 1972 l'Irak Petroleum Company. Pour contrer les Anglais et les Américains, il rechercha l'appui de l'URSS. Les discours sur le « socialisme » fleurirent. L'augmentation des ressources pétrolières (de 575 millions de dollars en 1972 à 5,7 milliards en 1974 !) permit au régime de construire des palais, mais aussi des écoles et des hôpitaux. Le Baas permit aussi une réelle élévation du statut de la femme dans la société. La dictature ne desserrait pas pour autant son étau. La rente pétrolière servit à la constitution d'un appareil militaire impressionnant, qui à la fin des années 1970 servit à massacrer, voire « arabiser » des villes entières et exproprier des milliers de paysans kurdes. Des dizaines de dignitaires religieux chiites furent emprisonnés et exécutés.

C'est à cette aune qu'il faut juger de la fameuse « laïcité » du régime baasiste irakien, « *l'un des plus éclairés du monde arabe* » selon une certaine mythologie très française qui, coïncidence étrange, date de l'envolée des mirifiques contrats bétonniers et militaires de l'industrie française avec « notre ami Saddam ». La « laïcité » en question consistait à moderniser le droit et améliorer la condition féminine. Mais il ne s'agissait en aucun cas d'une séparation de l'Etat et de la religion, bien au contraire : plutôt une étatisation de la religion dominante et un contrôle brutal des institutions religieuses, surtout du clergé chiite.

## **1980 : guerre du Golfe I**

En 1979, le Shah d'Iran fut renversé. Craignant une déstabilisation de son propre pouvoir par une révolte chiite qui aurait été soutenue par le nouveau régime islamiste iranien, Saddam Hussein attaqua l'Iran en septembre 1980. Cette guerre de huit ans fit un million de morts et ruina les deux pays. La politique des puissances occidentales fut d'un incroyable cynisme. Tout en soutenant avant tout Saddam Hussein, « le meilleur rempart contre l'islamisme », elles livrèrent des armes aux deux pays, pour gagner de l'argent mais aussi pour que les deux puissances régionales s'affaiblissent réciproquement. Lorsque Saddam Hussein utilisa les gaz de combat contre les Iraniens, puis pour exterminer la localité kurde irakienne de Halabja en mars 1988 (5000 morts !), ce fut en toute impunité...

## **1991 : guerre du Golfe II**

A l'issue de la guerre, l'Irak était ruiné. Saddam Hussein fit alors le pari hasardeux d'envahir le Koweït. Mais sa logique régionale de dictateur mégalomane se heurta à la logique mondiale des vrais maîtres de la planète. Bush père profita de l'occasion pour faire une démonstration militaire et

politique censée inaugurer le « nouvel ordre mondial ». En février 1991, l'armée irakienne fut écrasée par un mois de bombardements massifs (entre 50 et 100 000 morts irakiens, contre... 466 du côté de la coalition), qui dévastèrent également les infrastructures économiques du pays, réalisant la menace du secrétaire d'Etat James Baker : « Nos forces feront en sorte que l'Irak soit rejeté dans l'ère préindustrielle. »

Puis les troupes de la coalition entrèrent au Koweït et en Irak. Le régime semblait sur le point de s'effondrer. Cette perspective amena les populations kurdes au nord, chiites au sud, à se soulever contre la dictature, d'autant plus que le gouvernement américain leur avait promis son soutien. Promesse aussitôt trahie : craignant l'explosion de l'Irak, une indépendance des Kurdes et une alliance des Chiïtes avec l'Iran, ils laissèrent les avions et les chars de Saddam Hussein écraser la révolte et massacrer des dizaines de milliers de Kurdes et de Chiïtes.

Près de deux millions de Kurdes terrorisés s'enfuirent en Turquie. Pour stabiliser la situation, les Occidentaux mirent en place une « zone de sécurité » au nord de l'Irak pour permettre le retour des réfugiés (et satisfaire la Turquie), ce qui permit aux organisations kurdes de prendre le contrôle de cette région. Deux régions autonomes kurdes rivales virent le jour, dirigées par le PDK et l'UPK, dont le deal avec Washington était le même : loyauté envers le protecteur américain et refus de toute aide au PKK, parti nationaliste kurde de Turquie.

Le peuple irakien, lui, allait continuer de subir un double martyre : la dictature du Baas, et en plus un embargo criminel, douze ans durant, qui fit périr peut-être 500 000 enfants et mit la population à genoux. Mais pas le régime. Celui-ci, de plus en plus réduit à ses organes de sécurité et sa clientèle directe, n'en devint pour survivre que plus terroriste.

### **2003 : guerre du Golfe III**

En 2001, l'administration Bush Junior chercha à rebondir sur l'attentat tragique du 11 septembre, en profitant de l'ambiance politique très particulière qu'il créait aux Etats-Unis, pour se lancer dans une nouvelle expédition impériale. Elle ne prétendait pas seulement détruire les régimes des Talibans puis de Saddam Hussein. Elle ambitionnait de forger un nouveau « Grand Moyen-Orient ». Autrement dit : réaligner tous les Etats de la région sur la politique américaine, y compris en chamboulant les dictatures en place.

Parce que la disproportion des forces était flagrante et que le régime de Saddam Hussein ne tenait que par la terreur, la « bataille d'Irak » fut vite gagnée. Le 20 mars 2003, les premiers missiles américains de l'Opération « Liberté pour l'Irak » pleuvaient sur Bagdad. Un mois après, le régime était tombé. En mai, George Bush Jr proclamait « Mission accomplie ». En réalité, la guerre d'Irak ne faisait que commencer.

### **L'Etat rêvé des Américains**

Les dirigeants de l'impérialisme américain souhaitaient évidemment construire un nouvel Etat irakien à leur botte. Mais de quel type ? Un Etat fort et centralisé, nouveau « gendarme de la région » ? Ou un grand Liban, fragmenté en oppositions communautaires, chaque clique s'empressant de faire la cour au tuteur américain ? Sans doute envisageaient-ils de maintenir un Irak unifié et divisé à la fois, pensant qu'ils régneraient en jouant les uns contre les autres dans une sorte d'« instabilité constructive », terme alors à la mode à Washington... En matière « d'instabilité », ils allaient être servis.

Ils se sont heurtés très vite à la volonté des Irakiens de les faire partir. Il faut dire qu'ils se sont d'abord eux-mêmes largement discrédités auprès de la population, par leur incapacité à garantir sa sécurité. Ils n'ont même pas empêché le pillage des ministères et du musée national de Bagdad, ni su répondre aux besoins les plus urgents de la population en électricité et en eau courante.

Surtout, ils ont ouvert une véritable boîte de Pandore. Au lieu de recycler le vieil appareil éprouvé de la dictature, ses cadres corrompus et tortionnaires (c'eût été plus « classique »...), l'administration Bush préféra faire table rase, dissoudre l'armée et les forces de sécurité et licencier les officiers. Elle installa en juillet 2003 un « gouvernement transitoire » fantoche réunissant un spectre large des forces d'opposition au régime, des partis kurdes aux partis religieux chiites, en passant par le parti communiste irakien, des partis laïcs et d'anciens exilés sans autre base sociale que la CIA.

## **La résistance et le chaos**

Ce faux passage du pouvoir « aux Irakiens » fut un échec complet.

La résistance armée à l'occupation américaine prit son envol, et fut le fait à la fois de partis religieux chiites (comme celui du jeune dignitaire religieux Moqtada Al Sadr) et d'une coalition hétéroclite, chez les Sunnites, d'anciens officiers du Baas, d'islamistes, de nationalistes et même de « volontaires étrangers » djihadistes. Au printemps 2004 l'armée américaine eut à combattre deux insurrections simultanées, sunnite à Falloujah et chiite à Nadjaf. Par malheur, toutes ces forces combinèrent la résistance à l'occupant américain à la volonté de combattre les autres communautés. Les mêmes faisaient sauter des blindés américains et des lieux de culte chiites (comme Zarqaoui), ou alternaient rébellion armée contre les troupes d'occupation et négociation avec celles-ci pour s'arroger une fraction de pouvoir local (comme Moqtada Al Sadr).

La situation échappa à tout contrôle. Le régime du Baas avait accumulé des forces explosives considérables. Expropriations, privilèges, discriminations, clientélisme, captation de la rente pétrolière : l'Irak du Baas n'était unifié que par la terreur. L'heure de la « libération » fut donc aussi celle de la revanche pour les exclus du régime. Cela ne signifie pas que les simples gens se seraient spontanément sautés à la gorge les uns des autres. L'immense majorité des Irakiens rêvaient de retrouver enfin la paix et de voir leur pays se reconstruire. Mais les différentes factions politiques étaient pressées de dominer leur quartier, leur ville, leur région, et de se ménager le meilleur accès au pouvoir central et à la rente pétrolière. Pendant qu'au nord les partis kurdes consolidaient leur quasi-Etat indépendant, fruit d'une longue marche vers la liberté pour cette population si longtemps opprimée, dans le reste du pays les factions s'engouffrèrent dans le vide laissé par la volatilisation de l'appareil d'Etat baasiste. Pour asseoir leur pouvoir sur une base ethnique et confessionnelle, elles menèrent une politique de terreur et même de purification ethnique, et multiplièrent les exactions et les pillages.

Dans cette combinaison de guerre d'occupation américaine et de guerre civile, des centaines de milliers d'Irakiens ont péri. Cinq millions (sur une population de 25 millions !) ont été « déplacés ». L'économie ne s'est jamais relevée. L'irruption violente des milices religieuses dans la vie quotidienne et à tous les étages de l'Etat a achevé de détruire les droits des femmes. Tel est le bilan des interventions de l'impérialisme : l'Irak a fait un bond d'un demi-siècle en arrière sur tous les plans.

## **Les zigzags de la politique américaine**

Enfoncés dans le borbier irakien, les dirigeants américains durent se résigner à y maintenir une immense armée (encore 150 000 soldats en 2007 !) en sachant pertinemment qu'il leur fallait surtout trouver une porte de sortie honorable.

Le gouvernement américain ne voulait pas d'élections véritables. A la volonté de ne pas laisser le peuple irakien décider de son sort, se joignait la crainte de remettre de facto l'essentiel du pouvoir d'Etat aux partis religieux chiites (certains très liés à l'Iran). Mais en 2004, le plus influent des dirigeants chiites, l'ayatollah Sistani, fit descendre dans la rue des millions d'Irakiens chiites pour exiger ces élections. L'occupant dut céder et les laisser s'organiser en janvier 2005. Il y eut 60 % de participation, mais une abstention presque totale de la population arabe sunnite. L'Alliance unie irakienne de Sistani obtint 48 % des voix, plus de la moitié des députés, la liste nationale kurde 25 % des voix. Ces résultats sonnaient de fait le glas d'un Etat irakien « unifié ».

Les institutions passèrent sous le contrôle d'une coalition de partis chiites et kurdes, « dirigée » par un premier ministre, Nouri al-Maliki, venu du parti religieux chiite Da'wa. La négociation de ces partis avec le gouvernement américain accoucha d'une constitution hypocrite et bâtarde. Elle garantit un Etat irakien à la fois fédéral et unifié mais consacre sa confiscation par des partis à base purement communautaire. Elle reconnaît l'autonomie du Kurdistan mais ne lève pas les contentieux sur le partage des recettes pétrolières et le contrôle des villes contestées de Mossoul et Kirkouk. Elle fait du pétrole la ressource nationale de tous les Irakiens, mais qui la contrôle ? Or l'économie reste toujours hyper-dépendante du pétrole (65 % du PIB, 90 % des recettes de l'Etat).

Dans l'Irak d'après 2003, les Arabes sunnites tombent de haut, tant ils sont désormais marginalisés politiquement et économiquement, eux qui vivent aussi là où le pétrole... coule le moins. Comment y aurait-il eu alors stabilité ? La coalition de milices locales et tribales, de djihadistes et d'anciens officiers de l'armée irakienne monta en puissance. Les Américains frappèrent fort pour la briser, en écrasant par exemple Falloujah sous les bombes. Puis, incapables de rétablir l'ordre, ils infléchirent leur politique en 2006. Ils entreprirent de « pacifier » les provinces arabes sunnites en achetant les chefs de tribus et en autorisant et armant des milices sunnites pour qu'elles se retournent contre Al-Qaeda en échange de millions de dollars tout de suite, et de la promesse d'un pouvoir politique davantage partagé plus tard. L'alliance de fait entre notables sunnites et djihadistes s'est alors défaite, la base de soutien de ceux-ci s'est « asséchée » et cette mouvance subit alors de lourdes pertes, au point de sembler « résiduelle »...

## **2011 : le départ raté des Américains**

Fort de cette apparente stabilisation, Obama crut pouvoir réaliser enfin sa promesse électorale de faire rentrer les soldats au pays, en décembre 2011, après huit ans de guerre. Il se réjouit alors que les troupes américaines puissent laisser derrière elles « un Etat souverain, démocratique et stable » !

Rien n'était réglé bien sûr. Dans cet Irak sous-développé, Nouri al-Maliki et les dirigeants chiites voulurent conforter leur emprise sur leur propre communauté (et la majorité électorale du pays) en l'assurant qu'elle serait bel et bien privilégiée. Ils revinrent sans vergogne sur les promesses faites aux Arabes sunnites, décidèrent de dissoudre leurs milices et laissèrent l'armée irakienne, majoritairement chiite, se comporter dans les villes du centre et du nord comme une véritable force d'occupation.

Or le printemps révolutionnaire arabe, à sa façon, a fait aussi irruption en Irak. Dans les villes sunnites, la population s'est massivement mobilisée contre sa marginalisation, en 2012 et 2013. Les manifestations ont été durement réprimées, des massacres commis par l'armée, des gens torturés, assassinés. Cette fin de non-recevoir totale opposée à la révolte fut confirmée par les élections du 30 avril 2014, les premières depuis le retrait des forces américaines : elles ont conduit à la reconduction du détesté al-Maliki.

C'est ce désespoir, de toute évidence, qui a laissé sa chance à l'EI.

## **2014 : le surgissement de l'EI**

Les débris de la mouvance djihadiste avaient réussi à survivre à leurs défaites. Ils se réorganisèrent dans une sanglante recomposition qui vit émerger le noyau dirigeant du futur « Etat islamique ». Ils se redonnèrent une puissance financière et militaire en participant à la guerre civile en Syrie à partir de 2011. Face à la violence insensée de la dictature Assad, qui a massacré 200 000 personnes en trois ans, à la faveur aussi des calculs de cette même dictature, qui a tenté de faire monter au sein de la rébellion les forces intégristes pour mieux la marginaliser et la détruire, ces djihadistes ont réussi à constituer une armée de dizaines de milliers d'hommes. Avec un projet politique qui peut « parler » aux Arabes sunnites de toute cette région, marginalisés voire massacrés des deux côtés de la frontière, un « Etat islamique en Irak et au Levant », l'EI a pu trouver des combattants dans une population désespérée. Les notables sunnites ont revu l'intérêt de renouer une alliance avec le groupe djihadiste.

On connaît la suite : l'offensive de l'EI en janvier 2014, la prise de Falloujah, puis le 10 juin de Mossoul. Il a pu prendre ces villes d'autant plus facilement qu'il y a trouvé un soutien dans une partie de la population et qu'il a aussi délégué, semble-t-il, une partie de la gestion de ces villes aux notables locaux. Et maintenant la population n'a de toute façon plus tellement le choix, sous le règne de cette nouvelle terreur. Enfin, l'armée irakienne s'est littéralement débandée. Les officiers corrompus ont pris la fuite. Les soldats aussi, en majorité chiites, qui n'ont aucune raison de risquer leur peau en échange d'une maigre solde, dans des territoires qui leur sont hostiles. Tout un symbole de la pourriture de cet Etat dont a accouché la guerre américaine de 2003 !

De bons équipements, un trésor de guerre, des soutiens financiers extérieurs, des milliers de désespérés - et d'illuminés à moitié bandits - prêts à les rejoindre et, surtout, des adversaires tous plus infâmes les uns que les autres, et en plus divisés : l'EI a peut-être, pour le malheur des peuples de la région, de beaux jours devant lui. Contraints à réintervenir militairement, à reculer, sans vrai projet ni solution, immédiate ou durable, les dirigeants américains (et leurs associés à la Hollande) parlaient d'abord d'une affaire de trois mois, laissent parler maintenant de trois ans. Mais ce pourrait être aussi trente ans.

**Yann Cézard**

---

**P.-S.**

\* « L'« Etat Islamique » en Irak : aux origines de la barbarie ». Paru dans la Revue L'Anticapitaliste n°59 (novembre 2014). <http://www.npa2009.org/>